

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 3 février 2021,

Arrête :

Article 1^{er}. Une somme de 156.000 € imputable à charge de l'article 31.33-03 Division 59 – Cultes et Laïcité – du budget du SPF Justice est allouée à l'Union Bouddhique Belge relative à l'exercice 2021 :

- Première tranche	70.200,00 €
- Deuxième tranche	70.200,00 €
- Troisième tranche (10 %)	15.600,00 €

Art. 2. Cette somme est attribuée selon les modalités suivantes :

- Frais de fonctionnement et loyers et charges	30.000,00 €
- Personnel	126.000,00 €
- Frais bancaires	0,00 €
- Investissements	0,00 €

Art. 3. La tranche de 10 % du subside est mise en paiement après communication avant le 10 avril 2022 au Ministre de la Justice des documents justificatifs relatifs aux dépenses de l'année 2021, et après contrôle et approbation de ces documents par le SPF Justice.

Toutes les pièces doivent être soussignées par toutes les personnes statutairement autorisées.

Au cas où les charges sociales et les impôts ne seraient pas payés, ces sommes deviennent remboursables sans délai.

L'Union Bouddhique Belge est principalement subventionnée par le SPF Justice, il a l'obligation de respecter la législation sur les marchés publics.

Toute subvention non justifiée fera l'objet d'un remboursement.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2021.

Bruxelles, le 18 février 2021.

V. VAN QUICKENBORNE

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 3 februari 2021,

Besluit :

Artikel 1. Een som van 156.000 € ingeschreven op artikel 31.33-03 van de Afdeling 59 – Eredienst en Laïciteit – van de begroting van de FOD Justitie, wordt toegekend aan de Boeddhistische Unie van België betreffende het dienstjaar 2021 :

- Eerste schijf	70.200,00 €
- Tweede schijf	70.200,00 €
- Derde schijf (10 %)	15.600,00 €

Art. 2. Deze som zal volgens de volgende modaliteiten toegewezen worden :

- Werkingskosten en huren en huurlasten	30.000,00 €
- Personeel	126.000,00 €
- Bankkosten	0,00 €
- Investeringen	0,00 €

Art. 3. De schijf van 10 % van het subsidiebedrag wordt uitbetaald nadat de bewijsstukken betreffende de uitgaven van het jaar 2021 voor 10 april 2022 aan de minister van Justitie zijn voorgelegd en na de controle en goedkeuring van deze stukken door de FOD Justitie.

Alle stukken dienen te zijn ondertekend door alle statutair daartoe toegelaten personen.

Indien de sociale bijdragen en de belastingen niet zouden worden betaald dan zullen deze sommen onmiddellijk terugvorderbaar zijn.

De Boeddhistische Unie van België wordt hoofdzakelijk gesubsidieerd door de FOD Justitie en zij is ertoe verplicht de wetgeving inzake overheidsopdrachten na te leven.

Elke niet-verantwoorde subsidie moet worden terugbetaald.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021.

Brussel, 18 februari 2021.

V. VAN QUICKENBORNE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2021/20612]

9 MARS 2021. — Arrêté royal rendant obligatoire l'apposition d'un message d'avertissement sur les écrans buccaux en plastique relatif à leur utilisation dans les lieux où le port d'un masque buccal est obligatoire pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 et portant retrait des écrans buccaux en plastique ne portant pas ce message d'avertissement

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de droit économique, l'article IX.4, §§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, et 3, 1^o et 3^o;

Vu l'avis CCE 2020-2120 de la Commission consultative spéciale Consommation comme représentant des secteurs concernés, donné le 9 novembre 2020;

Vu que les secteurs des produits concernés ont été consultées conformément à l'article IX.4, § 1^{er}, alinéa 2, du Code de droit économique;

Vu la communication à la Commission européenne, le 15 décembre 2020, en application de l'article 5, paragraphe 1^{er}, de la directive 2015/1535/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information;

Vu l'avis 68.686/1 du Conseil d'Etat, donné le 15 février 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'en l'absence de norme harmonisée, selon l'article IX.3 du Code de droit économique, la conformité à l'obligation générale de sécurité prévue à l'article IX.2 du Code de droit économique est évaluée en prenant en compte des codes de bonne conduite en vigueur dans les secteurs concernés;

**FEDERALE OVERHEIDSSTIJL ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2021/20612]

9 MAART 2021. — Koninklijk besluit houdende het verplicht aanbrengen van een waarschuwing op plastic mondschermen betreffende hun gebruik op plaatsen waar het dragen van een mondmasker verplicht is om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken en het uit de handel nemen van plastic mondschermen die deze waarschuwing niet dragen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikel IX.4, §§ 1, eerste lid, 1^o, en 3, 1^o en 3^o;

Gelet op het advies CRB 2020-2120 van de bijzondere raadgevende commissie Verbruik als vertegenwoordiger van de betrokken sectoren, gegeven op 9 november 2020;

Gelet op het feit dat de sectoren van de betrokken producten werden geconsulteerd conform artikel IX.4, § 1, tweede lid, van het Wetboek van economisch recht;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie, op 15 december 2020, overeenkomstig artikel 5, lid 1, van richtlijn 2015/1535/EU van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op advies 68.686/1 van de Raad van State, gegeven op 15 februari 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat bij gebrek aan geharmoniseerde norm, volgens artikel IX.3 van het Wetboek van economisch recht de conformiteit met de algemene veiligheidsverplichting voorzien in artikel IX.2 van het Wetboek van economisch recht wordt beoordeeld rekening houdend met de in de betrokken sectoren geldende gedragscodes;

Considérant que le port obligatoire d'un masque buccal ou de toute autre alternative en tissu prévu dans l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est considéré comme un code de bonne conduite en matière de sécurité des produits en vigueur dans les secteurs concernés;

Considérant que, lorsque le port d'un masque buccal ou d'une alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, seuls les écrans faciaux peuvent être utilisés selon l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19;

Considérant que les écrans buccaux en plastique ont une surface inférieure aux écrans faciaux et n'offrent pas une protection suffisante contre la projection des gouttelettes de salive;

Considérant que les écrans buccaux en plastique peuvent avoir une forme telle qu'ils pourraient constituer un bac collecteur pour les germes pathogènes émis via les voies respiratoires et que dans ce cas, en raison de la protection limitée, ces germes pathogènes pourraient se propager ensuite facilement sous la forme d'aérosols;

Considérant que l'Organisation mondiale de la Santé dans ses Orientations provisoires du 5 juin 2020 avec pour référence : WHO/2019-nCov/IPC_Masks/2020.4 stipule que les écrans faciaux offrent une protection inférieure contre la transmission via des gouttelettes en comparaison avec d'autres possibilités en tissu et que les écrans buccaux, qui protègent encore moins qu'un écran facial, de ce fait, représentent un risque supérieur de transmission du COVID-19 et n'offrent donc pas le niveau de sécurité auquel les utilisateurs peuvent s'attendre;

Considérant que les écrans buccaux en plastique ne peuvent pas être utilisés comme masque buccal ou toute autre alternative en tissu dans les lieux où le port du masque buccal est obligatoire;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° écran buccal en plastique : une visière de bouche et de nez constituée d'un écran en plastique positionné devant la bouche et le nez et maintenu au niveau du nez ou du menton et pour laquelle l'espace entre le visage et les bords de l'écran n'est pas scellé avec un matériau filtrant;

2° écran facial : une visière constituée d'un écran en plastique transparent positionné devant le visage et maintenu au moyen d'un dispositif à poser contre le front.

Art. 2. Un message d'avertissement clair et compréhensible, respectant les exigences linguistiques visées à l'article IX.9 du Code de droit économique, est apposé sur l'emballage au détail des écrans buccaux en plastique informant les utilisateurs que ces écrans buccaux ne peuvent pas être utilisés comme masque buccal ou écran facial dans les lieux où le port du masque buccal est rendu obligatoire.

Art. 3. Le message d'avertissement visé à l'article 2 figure dans toutes les formes de publicité et informations disponibles à l'achat, y compris pour la vente à distance.

Art. 4. Les écrans buccaux en plastique ne portant pas le message d'avertissement visé à l'article 2 sont retirés du marché.

Art. 5. Les utilisateurs ayant acheté les écrans buccaux en plastique sans le message d'avertissement visé à l'article 2 sont informés de ce message d'avertissement par les producteurs et les distributeurs.

Art. 6. Le ministre qui a la protection de la sécurité des consommateurs dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 mars 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

Overwegende dat het verplicht dragen van een mondkapje of elk ander alternatief in stof, zoals voorzien in het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken wordt beschouwd als een in de betrokken sectoren geldende gedragscode inzake productveiligheid;

Overwegende dat indien het dragen van een mondkapje of elk ander alternatief in stof omwille van medische redenen onmogelijk is, alleen gelaatsschermen mogen worden gebruikt volgens het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Overwegende dat plastic mondschermen een kleinere oppervlakte hebben dan de gelaatsschermen en onvoldoende bescherming bieden tegen de projectie van speekseldruppels;

Overwegende dat plastic mondschermen een zodanige vorm kunnen hebben dat ze een vergaarbak zouden kunnen vormen voor ziektekienmen uitgestoten via de luchtwegen en dat in dit geval die ziektekienmen wegens de beperkte afscherming vervolgens gemakkelijk zouden kunnen verspreid worden onder de vorm van aerosolen;

Overwegende dat de Wereldgezondheids-organisatie in haar Interim Richtlijn van 5 juni 2020 met referentienummer: WHO/2019-nCov/IPC Masks/2020.4 stelt dat gelaatsschermen een inferieure bescherming bieden tegen overdracht via druppeltjes in vergelijking met de alternatieven uit stof en dat de plastic mondschermen die nog minder afschermen dan een gelaatsscherm, daardoor een hoger risico op overdracht van COVID-19 vertegenwoordigen en dus niet het veiligheidsniveau bieden waaraan de gebruikers zich redelijkerwijze mogen verwachten;

Overwegende dat de plastic mondschermen niet gebruikt mogen worden als een mondkapje of elk ander alternatief in stof op plaatsen waar het dragen van een mondkapje verplicht is;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° plastic mondscherm: een mond- en neusvizer bestaande uit een plastic scherm dat voor de mond en de neus wordt geplaatst en ter hoogte van de neus of de kin wordt op zijn plaats gehouden en waarvoor de opening tussen het gezicht en de randen van het scherm niet afdicht is met filterend materiaal;

2° gelaatsscherm: een vizier bestaande uit een doorzichtig plastic scherm dat voor het gezicht wordt geplaatst en door middel van een hulpmiddel tegen het voorhoofd op zijn plaats wordt gehouden.

Art. 2. Op de kleinhandelsverpakking van plastic mondschermen wordt een duidelijke en begrijpelijke waarschuwing, met inachtneming van de taalvereisten bedoeld in artikel IX.9 van het Wetboek van economisch recht, aangebracht die de gebruikers informeert dat deze plastic mondschermen niet als mondkapje of gelaatsscherm mogen worden gebruikt op de plaatsen waar het dragen van een mondkapje verplicht is.

Art. 3. De in artikel 2 bedoelde waarschuwing staat vermeld in alle reclame- en informatieformen beschikbaar bij de aankoop, met inbegrip van de verkoop op afstand.

Art. 4. De plastic mondschermen die de waarschuwing zoals bedoeld in artikel 2 niet dragen, worden uit de handel genomen.

Art. 5. De gebruikers die de plastic mondschermen hebben gekocht zonder de in artikel 2 bedoelde waarschuwing, worden door de producenten en distributeurs op de hoogte gebracht van deze waarschuwing.

Art. 6. De minister bevoegd voor de bescherming van de veiligheid van de consumenten is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 maart 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE